

LES MAIRES DU TERRITOIRE SE PRONONCENT... TRÈS PEU!

# Accueil des réfugiés sur le Bassin, une question gênante ?

Alors que la question de l'accueil des réfugiés Syriens, Afghans, Érythréens et Irakiens se pose un peu partout en Europe et qu'aucune réponse collective n'a toujours été trouvée, la problématique est aussi envisagée sur le Bassin et le Val de l'Eyre. Mais si, à l'initiative de citoyens et d'associations, les choses commencent à bouger, de même que dans certaines mairies, beaucoup d'élus semblent mal à l'aise face au sujet. Et le silence domine...



Aujourd'hui, plusieurs initiatives citoyennes se mettent en place sur le territoire pour se préparer à l'accueil d'une population de réfugiés. En revanche, du côté d'une grande majorité de mairies, on ne préfère pas aborder ce sujet...

**M**ercredi matin, il suffisait de tendre l'oreille vers n'importe quel bulletin d'infos à la radio pour apprendre que l'Europe n'était toujours pas parvenue à une position commune sur l'accueil des réfugiés et leur répartition dans les différents pays. Sur le Bassin et dans le Val de l'Eyre, il n'y a donc rien d'étonnant à l'absence d'annonce sur le sujet. Pourtant, depuis la semaine passée, la question a déjà amené vers des initiatives isolées dans les diverses communes du territoire. Des actions qui devraient rapidement aboutir à la création d'associations, de collectifs et plus largement vers une réflexion glo-

bale. Mais si on sait déjà que deux familles andernosiennes se sont présentées à la mairie pour proposer un hébergement à d'éventuels réfugiés, que des citoyens ont adressé une lettre au maire de Belin-Béliet sur les conditions d'accueil, qu'un mail a circulé pour mettre en place une association d'aide dans le Val de l'Eyre ou que la section Bassin-Val de l'Eyre de la Ligue des droits de l'Homme a interpellé les élus du secteur, il est très délicat de savoir comment les maires réagissent.

## Silence radio autour du Bassin

À la question toute simple que nous leur avons posé en milieu de semaine dernière - « Votre

mairie souhaiterait-elle participer à l'accueil de familles de réfugiés ? Si oui ou non, pourquoi ? » - nombreux sont ceux qui sont restés muets. Il y a d'abord ceux qui n'ont pas donné suite au courrier. Ne serait-ce que pour nous dire qu'ils n'avaient... rien à dire ! À Arcachon, à La Teste, à Biganos, au Barp, à Arès, à Audenge ou à Lège-Cap-Ferret. Malgré plusieurs relances, rien... Puis il y a eu Marcheprime où Serge Baudy préfère « ne pas s'exprimer sur le sujet » afin d'éviter la « polémique ». Mais c'est déjà une réponse. Le sénateur-maire de Gujan-Mestras, Marie-Hélène Des Esgaulx a d'abord évoqué le manque de temps pour se positionner, avant d'expliquer qu'elle « avait le débat au Sénat »

cette semaine (mercredi 16 septembre). Puis d'ajouter que la question lui semble « prématurée » et que « les maires n'ont pas encore tous les éléments pour se déterminer ». Marcher sur des œufs semble donc être la règle sur le territoire. Devant ce silence, il y en a pourtant qui ont commencé à réfléchir. Ou au moins à se positionner clairement comme c'est le cas pour Marie-Christine Lemonnier. Qui tranche : « Non ! Belin-Béliet ne participera pas à l'accueil de familles de réfugiés ! » Au Teich, on se heurte à un manque de structures qui permettrait l'accueil de familles de réfugiés. Mais à la question posée, François Deluga répond qu'il est « tout à fait d'accord » pour que des réfugiés soient accueillis sur le territoire de la commune. « La commune n'a pas, elle-même, de logements mais si les citoyens du Teich veulent accueillir des réfugiés, bien évidemment la commune est d'accord. »

## Le Val de l'Eyre se sent concerné

Luc Dervillé, maire de Salles, a été sollicité lors du dernier conseil municipal par l'opposition qui souhaitait connaître la position de la majorité sur l'aide apportée aux réfugiés. Le maire a exprimé son scepticisme face à la considération récente de la population face à la situation des réfugiés. « La situation dramatique dont nous sommes témoins en Europe existe depuis de nombreuses années. Cette prise de conscience récente est sans aucun doute le fait d'une médiatisation intense de ce drame. Il est vrai que la situation s'est aggravée depuis quelques mois. À l'exode économique viennent s'ajouter les populations fuyant leurs pays en guerre ». Luc Dervillé concède « cependant, il nous faut agir ! ». Cette action se traduit par la mise en place d'un registre sur lequel chaque Sallois

pourra venir s'engager à héberger une famille et à assumer les dépenses liées à l'arrivée de ces réfugiés.

À Mios, on prend aussi la question très au sérieux. La réflexion autour de l'arrivée de réfugiés syriens en France a débuté. Pour la municipalité, il est aujourd'hui difficile d'envisager des mesures concrètes : « il y a déjà 250 familles Miossaises qui attendent un logement social, nous n'avons pas de solution pour loger d'éventuels réfugiés », explique le maire, Cédric Pain. Pourtant, les élus ont décidé de ne pas rester inactifs face à l'enjeu. « La situation d'aujourd'hui interpelle notre mémoire, la France a une longue tradition d'accueils de réfugiés, arméniens, italiens, espagnols. Nous ne pouvons rester insensibles à ces gens qui fuient l'horreur, la barbarie », poursuit le maire. « Notre génération ne peut passer à côté ! ». La commune a donc décidé de soutenir les initiatives individuelles et associatives qui se mettront en place. Elle a déjà mis à disposition des salles municipales pour une association d'aide aux réfugiés en cours de création. Enfin, pour Marie Larrue, à Lanton, « aucune décision n'est prise ». Mais « une réflexion est en cours » car il faut des « logements disponibles et une cinquantaine de familles de la ville sont en attente ».

[ Alexis BLAD ]

## Un site web pour la Gironde

Si du côté de la sous-préfecture d'Arcachon, Dominique Christian n'a visiblement pas plus de nouveautés que la semaine dernière où elle déclarait dans le quotidien Sud Ouest que rien n'était prévu, pour le moment, sur le Bassin, la préfecture d'Aquitaine a annoncé mardi, en fin de matinée, la nomination du secrétaire général Jean-Michel Bédécarrax comme coordonnateur pour l'accueil des demandeurs d'asile en Gironde. Par ailleurs, la préfecture a communiqué le nombre de demandeurs d'asile depuis le début de l'année.

606 demandes ont été déposées à la préfecture de Gironde par les sahraouis dont 312 depuis le début de l'année (278 en 2014 et 13 en 2013). Sur les 606, l'OPFRA a statué sur 289 dossiers : 234 rejets (mais possibilité de former un recours auprès de la Cour nationale du droit d'asile) et 55 accords. Au total, il y a eu 980 demandes d'asile déposées en Gironde depuis le début de l'année (contre 582 l'an dernier à la même période) soit une hausse de 68 %. À noter que le conseil général a également mis en ligne un portail qui recense l'ensemble des initiatives qui sont prises pour le moment dans le département : <http://gironde.solidarite-refugies.fr>

## DES CITOYENS EN MOUVEMENT

# Lettre aux maires et association

## Une première association sur le territoire

Lundi prochain, dans une salle prêtée par la mairie de Mios, des citoyens venus du Barp, de Belin-Béliet, Salles, Mios et d'autres villes du territoire doivent se rencontrer pour aboutir à la création d'une association « indépendante » avec l'objectif d'accueillir les réfugiés dans le Val de l'Eyre, avant de regarder vers le Bassin ensuite. Autour de Claudie Saint-Sévère, Philippe Mora, Gérard Rodriguez, Anne Segalen ou encore Yann Le Botlan, l'idée est de recenser les ressources en personnes et définir les responsabilités de chacun. Parmi les premiers objectifs que se fixe l'association à peine créée, il y a l'idée de « pousser ou accompagner nos décideurs, mairie, préfecture, grandes sociétés commerciales et peser dans les décisions ». « On veut aussi recenser les possibilités d'hébergement dans les collectivités, chez des

particuliers sur la base du volontariat, en privilégiant le logement autonome car l'hébergement à domicile doit être provisoire. Il nous semble important que les personnes déracinées aient un semblant de « chez soi », autonomes où la cellule familiale peut se retrouver. L'accueil doit être un tremplin pour se reconstruire en douceur... » Avec l'objectif de se constituer en association, le collectif propose à tous les citoyens intéressés par la démarche de venir lundi 21 septembre, à Mios, à partir de 18 heures, dans la salle de réunion juste derrière la mairie.

## L'appel aux élus

En tout début de semaine, la Ligue des droits de l'Homme du secteur bassin d'Arcachon et Val de l'Eyre a, elle aussi, décidé d'interpeller les maires sur la situation des réfugiés. Même si la section locale reconnaît que la région Sud-Ouest « semble aujourd'hui moins concernée » que d'autres secteurs



**Cédric Pain, le maire de Mios, a décidé d'anticiper la question et d'accompagner les initiatives citoyennes.**

du pays, elle considère qu'il est « nécessaire d'anticiper ». La Ligue appelle les communes du Bassin et du Val de l'Eyre « à apporter leur contribution à cet effort national ». Selon ses membres, « les collectivités peuvent aider les offres individuelles de logement à s'organiser », elles sont aussi en mesure de « mettre en place les structures permettant de répondre aux demandes d'assistance et de mise à l'abri des réfugiés ».